

**Séance ordinaire du  
lundi 11 décembre 2023**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

**Absents / Excusés :**

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

**Transformation de l'ancien conservatoire Candolle en école primaire - Mise en  
œuvre du dispositif 1 % Artistique - Marché à procédure adaptée restreinte -  
Fixation de l'indemnité à verser aux candidats non retenus - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Par délibération n° V2023-097 du 4 avril 2023, la Ville de Montpellier a approuvé la mise en œuvre du dispositif du « 1 % artistique » dans le cadre de l'opération visant à la transformation de l'ancien site du Conservatoire sis 3 rue Candolle, en école primaire de 9 classes et les locaux nécessaires à son bon fonctionnement. Ce dispositif, tel que prévu par les articles R. 2172-7 à R. 2172-19 du Code de la commande publique relatifs aux marchés de décoration des constructions publiques, est un corollaire de la candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028, dont les objectifs stratégiques s'articulent autour de la transformation de la ville par la culture et la présence d'œuvre dans l'espace public ou bâtiments publics.

Afin de concrétiser la démarche, un marché de prestations intellectuelles pour la conception, la réalisation et l'installation d'une œuvre et projet de résidence au titre du 1% artistique a été lancé en procédure adaptée restreinte afin de procéder à la sélection des candidats admis à présenter une offre, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique et L. 2172-2 et R. 2172-7 à R. 2172-19 du même code, relatives aux marchés de décoration des constructions publiques.

Ainsi et conformément à l'article R. 2172-18 du Code de la commande publique, un comité artistique a été créé, comité chargé d'élaborer le programme de la commande artistique qui comportera un projet pédagogique d'accompagnement de l'œuvre et devra émettre ses propositions au Maître d'ouvrage sur le choix des candidats présélectionnés. Sur l'ensemble des candidatures reçues, la Ville de Montpellier sélectionnera 3 candidats admis à présenter une offre.

Dans ce cadre une enveloppe financière de 50 000 € TTC avait été allouée à cette opération comprenant une indemnité forfaitaire de 2 500 € TTC versée aux candidats non retenus ayant fourni une prestation conforme au cahier des charges. Le lauréat est exclu de cette indemnité puisqu'il lui sera passé commande de réaliser l'œuvre au titre du « 1 % artistique ».

Le calendrier prévisionnel du marché lancé, pour une durée de 10 mois, prévoit ainsi une audition des candidats admis à remettre un projet en juin 2024, la notification de l'artiste retenu et l'indemnisation des candidats non retenus en juillet 2024.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver, dans le cadre du marché de prestations intellectuelles pour la conception, la réalisation et l'installation d'une œuvre et projet de résidence au titre du 1% artistique dans le cadre de la réhabilitation du site du Conservatoire Candolle en école primaire de 9 classes, le versement d'une indemnité forfaitaire de 2 500 € TTC aux candidats non retenus ayant fourni une prestation conforme au cahier des charges ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 décembre 2023**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20231211-252909-AU-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/23  
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.